

[English version follow]

SONDAGE : LES QUÉBÉCOIS-ES PERDENT PATIENCE FACE AU FÉDÉRAL DANS LE DOSSIER DES ÉMISSIONS DU SECTEUR FOSSILE CANADIEN

Québec, le 24 avril 2024 - Les Québécois-es montrent des signes d'impatience face à la lenteur avec laquelle le gouvernement fédéral agit pour mettre en place les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur pétrolier et gazier canadien. [Un nouveau sondage](#) réalisé à l'échelle de la province du 5 au 8 avril 2024 révèle que non seulement 80% des Québécois-es veulent que le gouvernement du Canada agisse rapidement en ce sens, mais qu'ils sont aussi seulement 37% à penser qu'il est réellement déterminé à le faire.

Ce sondage montre encore une fois le très grand appui de la population québécoise aux politiques et réglementations visant à contraindre les pétrolières et gazières canadiennes à réduire leurs émissions de GES. Ce qui ressort toutefois est leur empressement. Il est particulièrement intéressant de constater que parmi les groupes d'âges, ce sont les 55 ans et plus qui sont les plus impatients avec des taux d'adhésion de 87% et 84% aux énoncés portant sur l'accélération de l'implantation de telles mesures. De plus, cet appui est constaté dans toutes les régions du Québec et est aussi élevé chez les hommes que chez les femmes.

Contre les passe-droits à l'industrie

Le même sondage indique également qu'une majorité des sondé-e-s voient d'un mauvais œil les échappatoires que le gouvernement du Canada pourrait consentir aux entreprises pétrolières et gazières. Sur l'affirmation « *Le gouvernement du Canada ne devrait pas permettre aux entreprises de « payer pour polluer»* », 69% des répondant-e-s se déclarent en accord et tout à fait en accord. Ils sont même 66% à penser que laisser une telle option au secteur le plus polluant du Canada reflète un manque de sérieux de la part du gouvernement fédéral. À contrario, seulement 24% des résident-e-s du Québec pensent que « payer pour polluer » représente une alternative équitable à la mise en œuvre de plans de réduction des émissions de GES.

Le lobbyisme perçu comme un obstacle

Enfin, le sondage révèle également que 77% des Québécois-es pensent que le gouvernement du Canada « devrait arrêter » de permettre aux entreprises fossiles de retarder les politiques et actions climatiques tandis que seulement 26% se disent en accord avec le fait que le gouvernement fédéral devrait « écouter les préoccupations présentées par les

compagnies pétrolières et gazières, même si cela signifie un retard continu dans la mise en oeuvre de la politique ».

Même chez les conservateurs

Même parmi l'électorat conservateur, une majorité veut agir vite et sans tenir compte de l'avis du secteur fossile puisque 54% des répondant-e-s s'identifiant aux conservateurs se disent en accord avec l'énoncé selon lequel « *le gouvernement du Canada devrait agir rapidement pour mettre en place la politique sur les émissions de pétrole et de gaz, quelles que soient les préoccupations exprimées par les compagnies pétrolières et gazières* ».

« Tergiverser, retarder les politiques climatiques et laisser les compagnies se faufiler par des porte-arrière entrouvertes n'est clairement pas bien reçu par l'ensemble de la population québécoise. Si j'étais à la place de tous les partis politiques fédéraux, je me le tiendrais pour dit. » déclare Anne-Céline Guyon, analyste Climat-Énergie pour Nature Québec.

Méthodologie

Le sondage Léger a été commandé par Nature Québec

Il s'agit d'un sondage en ligne réalisé auprès de 1002 répondants québécois âgés de 18 ans ou plus, selon des quotas spécifiquement établis pour générer un échantillon démographiquement représentatif correspondant aux estimations de Statistique Canada.

Pour le consulter dans la version intégrale, [cliquez ici](#)

-30-

Renseignements

Nature Québec

Gabriel Marquis, directeur des communications à Nature Québec
581-307-8613 | Gabriel.marquis@naturequebec.org

À propos de Nature Québec

Nature Québec est un organisme national sans but lucratif œuvrant à la conservation des milieux naturels et à l'utilisation durable des ressources depuis 1981. Appuyée par un réseau de scientifiques, son équipe mène des projets et des campagnes autour de 4 axes : la biodiversité, la forêt, l'énergie et le climat, ainsi que l'environnement urbain. L'organisme regroupe plus de 145 000 membres et sympathisant.es, 30 groupes affiliés et est membre de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). En ville comme en région, Nature Québec sensibilise, mobilise et agit en vue d'une société plus juste, à faible empreinte écologique et climatique, solidaire du reste de la planète.

Pour en savoir plus : naturequebec.org

ENGLISH VERSION

POLL: QUEBECERS GROW IMPATIENT WITH THE FEDERAL GOVERNMENT'S SLOW REGULATING OF CANADA'S FOSSIL FUEL EMISSIONS

Quebec City, April 24, 2024 - Quebecers are showing signs of impatience with the slow pace at which the federal government is acting to implement policies to reduce greenhouse gas emissions from Canada's oil and gas sector. [A new survey](#) conducted province-wide from April 5 to 8, 2024, reveals that not only do 80% of Quebecers want the Canadian government to act quickly in this regard, but only 37% believe it is serious about its commitment.

This survey once again demonstrates strong support from Quebec for policies and regulations aimed at compelling Canadian oil and gas companies to reduce their greenhouse gas emissions. However, what stands out is their frustration. It is particularly interesting to note that among age groups, those aged 55 and over are the most impatient, with approval rates of 87% and 84% for statements supporting the acceleration in implementing such measures. Furthermore, this support is observed across all regions of Quebec and is equally high among men and women.

Against Industry Loopholes

The same survey also indicates that a majority of respondents have an unfavorable view of the loopholes the Canadian government is planning to could grant to oil and gas companies. Regarding the statement "The Canadian government should not allow companies to 'pay to pollute'", 69% of respondents agree or strongly agree. Moreover, 66% believe allowing such an option to the most polluting sector in Canada reflects a lack of seriousness on the part of the federal government. In contrast, only 24% of Quebec residents believe that "paying to pollute" represents a fair alternative to implementing greenhouse gas emissions reduction plans.

Perceived Lobbying as an Obstacle

Finally, the survey also reveals that 77% of Quebecers believe the Canadian government "should stop" allowing fossil fuel companies to delay climate policies and actions, while only 26% agree that the federal government should "listen to concerns raised by oil and gas companies, even if it means further delays in policy implementation."

Even Among Conservatives

Even among conservative voters, a majority wants swift action regardless of the fossil fuel sector's opinion, as 54% of conservative respondents agree with the statement "the Canadian government should act quickly to implement policies on oil and gas emissions, regardless of concerns expressed by oil and gas companies."

"Dithering, delaying climate policies, and letting companies sneak through half-open backdoors is clearly not well-received by the entire Quebec population. If I were in the shoes of the federal political parties, I would take note," says Anne-Céline Guyon, Climate-Energy Analyst for Nature Québec.

Methodology

The Léger survey was commissioned by Nature Québec.

This is an online survey carried out among 1,002 Quebec respondents aged 18 or over, according to quotas specifically established to generate a demographically representative sample corresponding to Statistics Canada estimates.

To view the full version, [click here](#).

-30-

Information

Nature Québec

Gabriel Marquis, Director of Communications at Nature Québec
581-307-8613 | gabriel.marquis@naturequebec.org

About Nature Québec

Nature Québec is a national nonprofit organization working for the conservation of natural environments and the sustainable use of resources since 1981. Supported by a network of scientists, its team carries out projects and campaigns around four axes: biodiversity, forests, energy and climate, and urban environment. The organization has over 145,000 members and supporters, 30 affiliated groups, and is a member of the International Union for Conservation of Nature (IUCN). In both urban and rural areas, Nature Québec raises awareness, mobilizes, and acts toward a more just society with a low ecological and climate footprint, in solidarity with the rest of the planet.

To learn more: naturequebec.org